

# **Futur de l'éducation au Burkina Faso: Simulation des bénéfices de la maîtrise de la fécondité sur l'éducation de base**

---

*Sibi GUISSOU*

*Démographe en service au Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (Burkina Faso)*

---

## **Résumé**

*La croissance rapide de la population pèse sur l'enseignement primaire. L'objectif de la simulation est de saisir l'impact de cette croissance sur l'éducation. L'hypothèse qui la sous-tend est que des mesures fermes sur la planification familiale conduiraient à des gains positifs dans l'éducation, précisément en termes d'effectifs scolaires, de dépenses, de recrutement des enseignants et d'infrastructures. La méthodologie consiste à faire des projections démographiques et à estimer des indicateurs de l'éducation. Les résultats attestent qu'il existe près de 2 millions d'enfants de moins à scolariser en 2035. Une fécondité maîtrisée évite aussi de construire 43600 salles de classe à cet horizon et offre une économie de 185 milliards de francs CFA sur les dépenses courantes. L'analyse se situe dans une approche systémique où un changement opéré dans l'état et la structure de la population à travers une planification familiale conséquente a forcément une répercussion sur l'éducation.*

## **Introduction**

L'intégration des variables démographiques dans la planification du développement reste incontournable surtout dans une logique d'atteinte des objectifs du millénaire. Elle a fait l'objet de plusieurs études et rencontres internationales depuis 1974, ce qui réaffirme l'importance de la prise en compte de la population dans les politiques de développement. On note précisément : la conférence mondiale sur la population de Bucarest en 1974, la conférence internationale sur la population de Mexico en 1984(GUBRY P. 1998), la conférence internationale sur la population et le développement du Caire en 1994(LOCOH T. 1996), ainsi que les sessions de la commission de la population et du développement de l'ONU. Un certain nombre de

construction théoriques existent sur l'interrelation population et développement. Ces théories, même les plus réalistes sont toujours discutables actuellement et font ressortir leur faiblesse quand il s'agit de leur application.

Le Burkina Faso aspire devenir un pays émergent et souhaite d'ici à 2025 être une « Nation solidaire, de progrès et de justice qui consolide son respect sur la scène internationale » (vision Burkina Faso, 2025). Cependant, il existe un grand nombre d'obstacles qui peuvent empêcher l'atteinte de cette vision. Le progrès vu comme un état de bien-être où tout homme est épanoui ne saurait être une réalité tant que vont coexister ignorance, promiscuité, famine, mortalité infantile, mortalité maternelle etc. Pourtant une résolution de ces problèmes passe par une connaissance juste de la population, une bonne maîtrise de la croissance démographique et une meilleure planification des besoins. En effet, en matière de démographie, le Burkina Faso est l'un des pays au monde qui enregistre une forte fécondité. Selon les sources de données de l'Institut National de la Statistique et de la démographie (INSD), l'indice synthétique de fécondité diminue lentement. Il est passé de 7,2 en 1985 à 6,2 enfants par femme (en fin de vie féconde) en 2006 et est estimé à 5,3 en 2030 si aucune mesure n'intervient pour stimuler la planification familiale.

La croissance non maîtrisée de la population est un problème qui pèse sur l'enseignement primaire au Burkina Faso. L'objectif de cette simulation est de saisir l'impact de cette croissance sur cette institution sociale et l'hypothèse qui la sous-tend suggère que l'instauration de mesures fermes sur la planification familiale conduit à des gains positifs dans l'éducation. On pourrait espérer ces gains dans la masse d'enfants à scolariser, les dépenses de l'éducation, le recrutement et la formation des enseignants et dans la construction des salles de classe. L'analyse ici ne consiste pas à une prise en compte des projections de populations dans la détermination des besoins fondamentaux en matière d'éducation mais se situe plutôt dans une approche systémique où un changement opéré dans l'état et la structure de la population a forcément une répercussion sur l'économie et les institutions sociales comme le secteur de l'éducation.

# **I. Méthodologie de la simulation**

## **I.1. Site de l'étude**

La simulation de l'impact de la population sur l'éducation se fonde sur la population du Burkina Faso. Sa population qui était estimée à 10 312 609 habitants en 1996 (RGPH 1996) est passée à 14 017 262 habitants en 2006 (RGPH 2006) avec un fort taux de croissance annuel de 3,1%. Le facteur le plus déterminant dans cette croissance démographique à savoir la fécondité n'a pas connu un véritable changement entre les deux années. En 2006, le Burkina Faso enregistrait toujours un ISF de 6,2 enfants par femme et demeure un des rares pays de la sous région ouest africaine à avoir ce niveau de fécondité. En somme cette analyse se situe dans un contexte d'une baisse de la mortalité et d'une fécondité élevée. Pourtant, le pays a adopté en 1991, une politique nationale de population officielle où la baisse de la mortalité et le développement de programmes de planification familiale y étaient inscrites comme objectifs prioritaires. Près de 20 ans après, l'utilisation de la contraception n'est pas toujours une réalité car la prévalence contraceptive est estimée seulement à 17% (RGPH 2006)

## **I.2. Les sources de données**

### **a. Les données démographiques**

Les données sur l'état et la structure de la population sont celles du recensement de 2006 qui correspondent à la population du 1<sup>er</sup> juillet 2007. L'année de base de la projection est donc 2007 (afin de considérer les données du recensement). Pour percevoir l'impact des changements démographiques sur l'éducation, deux hypothèses ont été à la base des projections de population :

- L'hypothèse pessimiste H1 qui suppose une diminution lente de la fécondité
- L'hypothèse H2 qui se situe dans une logique de fécondité maîtrisée (baisse rapide).

Afin de s'assurer de la robustesse des hypothèses, il a été judicieux d'utiliser les hypothèses de projections nationales de l'INSD qui a situé après études les ISF comme suit :

**Tableau 1:** Evolution de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) selon les deux hypothèses de projection

<b>Année</b>	<b>2007</b>	<b>2030</b>	<b>2050</b>
Hypothèse H1	6,2	5,3	4,6
Hypothèse H2	6,2	3,6	2,1

Les évolutions pouvant être différentes d'une génération à une autre, les ISF des années intermédiaires s'obtiennent par une interpolation entre 2007 et 2030 et entre 2030 et 2050.

D'autres hypothèses ont été faites sur la mortalité et la migration comme l'augmentation annuel de l'espérance de vie de 0,24 jusqu'en 2040 et la constance de la migration même si dans les pays à forte fécondité, l'évolution future de la population et de ses caractéristiques dépend principalement de la fécondité.

## **b. Les indicateurs de l'éducation**

- L'âge d'entrée à l'école primaire considéré comme 6 ans sur toute la période de projection
- La durée officielle de scolarisation à l'école primaire est de 6 ans sur toute la période de scolarisation
- Le taux brut de scolarisation qui était de 71,8% en 2007 doit atteindre 100% (OMD) en 2015 et l'on doit travailler à garder ce taux jusqu'en 2050
- Le ratio élèves/maitre qui était de 55,3 en 2007 doit atteindre l'objectif de 50 élèves/maitre en 2015 ; mais à partir de 2015 la recherche d'une meilleure qualité à travers un bon encadrement des élèves devrait nous conduire à 30 élèves/maitre en 2050
- Le ratio élèves/classe qui était de 55 en 2007 obéit à la même logique d'évolution (50 en 2015, 30 en 2050)
- Suivant la progression des dépenses moyennes par élève de 2007 à 2010, on a estimé le coût d'un élève à 147598 F CFA en 2050. Les dépenses courantes de l'éducation regroupent ici les dépenses de fonctionnement, les salaires et les transferts. Elles n'incluent pas les dépenses d'investissement à longue durée comme la construction des salles de classe, de logements d'enseignants, des latrines, des forages ou d'autres commodités. Elles sont un

peu surestimées car certaines dépenses de fonctionnement peuvent être considérées comme de l'investissement (achat des manuels ou d'ordinateurs par exemple) tout comme les salaires regroupent ceux des enseignants et du personnel administratif. Au risque de ne pouvoir faire une distinction claire entre fonctionnement et investissement ou entre personnel administratif et personnel enseignant (certains agents administratifs participant de façon indirecte à l'encadrement des élèves : formation continue des enseignants, élaboration des manuels, recherche des solutions etc.), il a été pertinent dans la simulation de considérer les trois modalités proposées par les annuaires statistiques de l'éducation sans tenir compte des gros investissements comme les constructions des salles de classe.

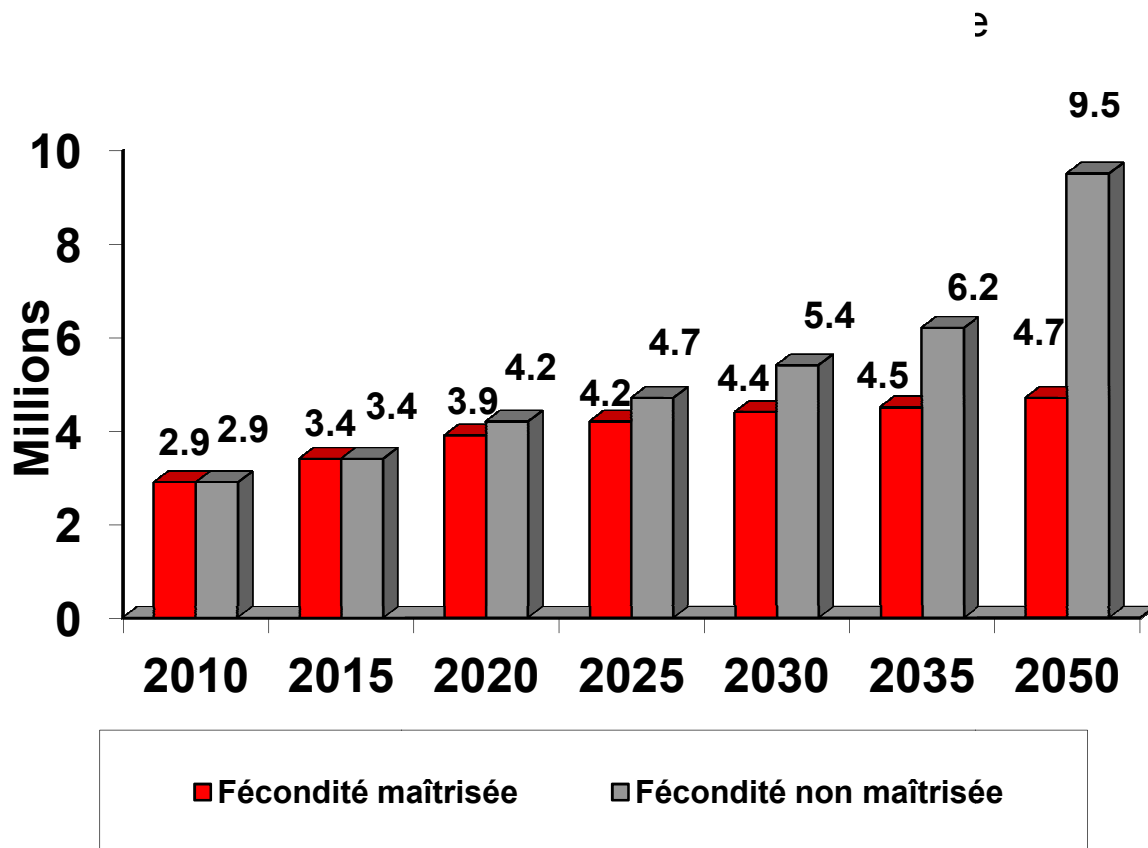
- Les indicateurs sur l'éducation de l'hypothèse H1 sur la fécondité sont valables pour l'hypothèse H2.

### **I.3. La simulation**

Elle est réalisée avec le logiciel Spectrum. Les projections de population s'obtiennent à travers l'application DEMPROJ tandis que l'estimation des indicateurs de l'enseignement primaire provient de l'application RAPID qui signifie « ressources pour l'analyse de la population et de son impact sur le développement ».

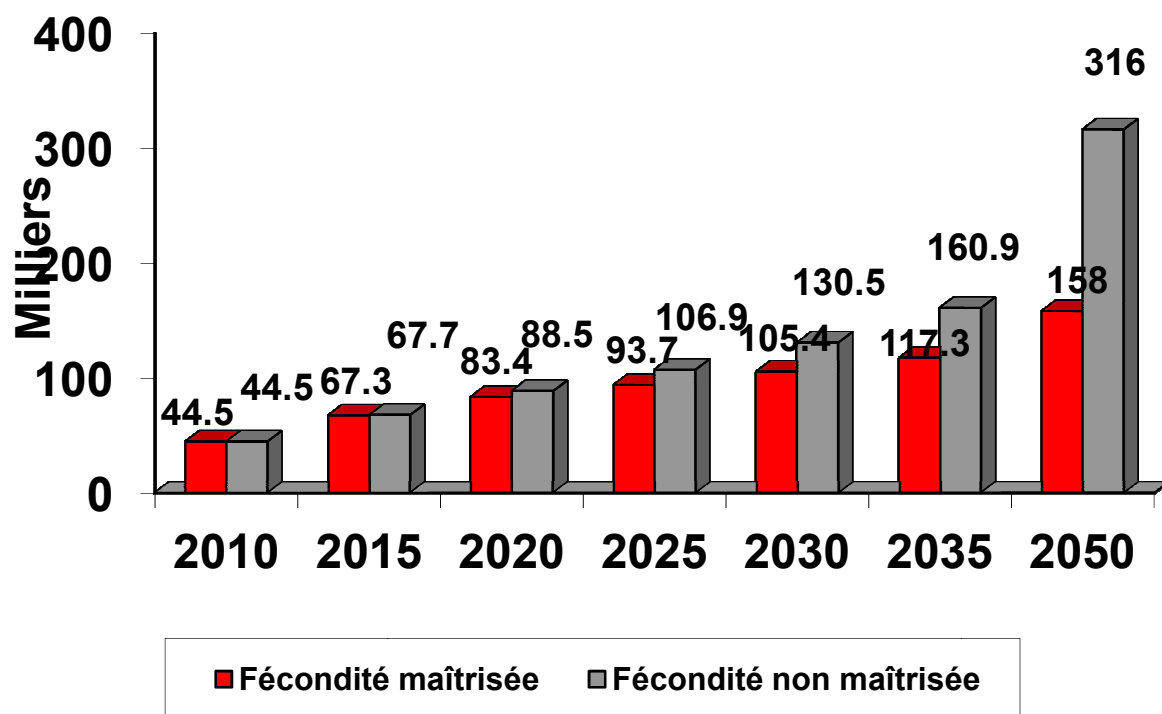
## II. Résultats

### II.1. Population scolarisable



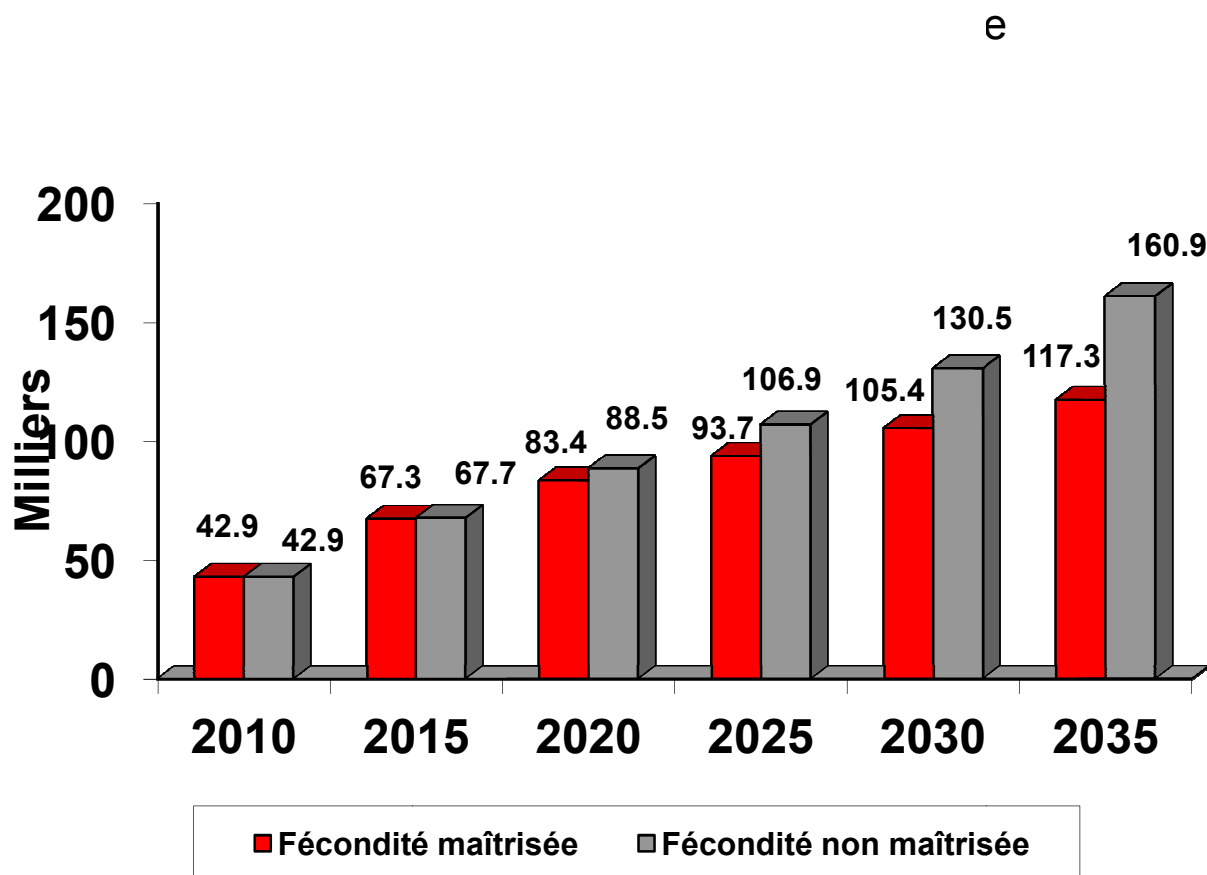
A partir de 2030, il se dessine un décalage accentué dans les deux types de population en matière de scolarisation notamment dans le bassin de jeunes en âge d'aller à l'école.

## II.2. Le besoin d'enseignants



Dans les mêmes conditions de 50 élèves par enseignant en 2035, l'hypothèse H1 révèle un véritable besoin croissant en enseignants tandis que l'hypothèse H2 permet d'estimer un effectif d'enseignants supportable par le système. Le Burkina Faso passerait de près de 44 500 enseignants du primaire en 2010 à 160 900 enseignants en 2035 en cas d'extrême croissance de la population contre seulement 117 300 enseignants dans le cas d'une croissance maîtrisée de cette population.

## II.3. Le besoin en salles de classe

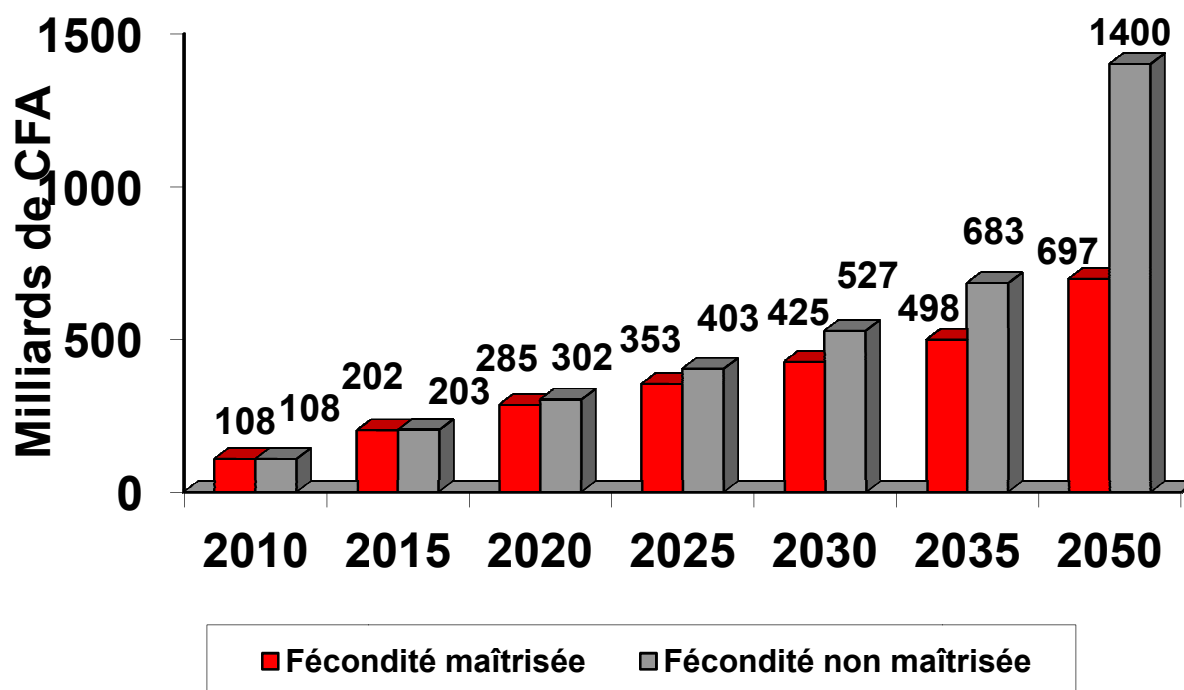


Plutôt que de disposer comme chez les enseignants de 160 900 salles de classe, le système aurait besoin seulement de 117 300 salles de classe quand la fécondité est maîtrisée.



## II.4. Dépenses courantes de l'éducation

le l'éducation



Les dépenses courantes de l'éducation pourraient se situer à 498 milliards CFA en 2035 pour l'hypothèse H2 contre 683 milliards partant de l'hypothèse H1.

## III. Discussion des résultats

La croissance rapide de la population est un poids pour l'éducation même dans un futur proche.

Lorsqu'on assiste impuissamment à une forte croissance démographique, la population en âge d'aller à l'école se situerait autour de 6,2 millions à l'horizon 2035. Dès maintenant, si un accent est mis dans l'éducation des filles, l'amélioration des services de la planification familiale ainsi que son acceptation par tous, l'on percevrait une grande répercussion sur l'éducation. Au lieu d'avoir à scolariser 6,2 millions d'enfants, le système éducatif va faire face seulement à un potentiel de 4,5 millions d'enfants, donc près de 2 millions d'enfants de moins. Le gain est net à l'horizon 2050 avec près de 4,8 millions d'enfants de moins partant de l'hypothèse H2. Les dépenses d'éducatives qui devraient couvrir ces deux millions d'enfants

peuvent se convertir en d'autres dépenses comme l'électrification des salles de classe, les bourses scolaires, etc.

Déjà dans les investissements scolaires, les deux hypothèses supposent qu'au lieu de 160900 salles de classe (H1) à l'horizon 2035, le système éducatif aurait besoin seulement de 117 300 salles de classe (H2) soit un gain de 43 600 salles. Lorsqu'on estime à plus de 7 millions la construction d'une salle de classe (équipée) il ressort du même coup un besoin urgent d'agir. La comparaison des deux types de population à l'horizon 2035 en termes de disponibilité d'enseignants du primaire donne les mêmes conclusions.

Le poids de la croissance démographique sur l'éducation est énorme en matière de dépenses courantes. Il apparaît une économie de 185 milliards de FCFA dans un contexte de fécondité maîtrisée. Comme déjà mentionné, cette somme peut servir à l'investissement tel que le développement des commodités (forages, latrines, électricité, équipement) ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de l'enseignement (développement de nouvelles technologies dans l'enseignement, professionnalisation, etc.). L'impact de la croissance rapide de la population sur l'éducation n'est donc pas négligeable. En s'intéressant seulement aux coûts de fonctionnement, il ressort que si rien n'est fait d'ici à 2035, en termes d'espacement ou de limitation des naissances, il est incontournable que le Burkina Faso va faire face au fil du temps à des coûts énormes dans l'éducation au primaire.

Une telle construction serait-elle purement théorique et non expérimentable ? La réponse est non. La plupart des pays qui ont su intégrer avec fermeté la planification familiale dans le processus de développement connaissent de nos jours un essor économique considérable en général et un secteur développé de l'éducation.

- **Les cinq « tigres d'Asie de l'Est »**

Les cas les plus visibles sont les cinq pays d'Asie de l'Est dont la puissance socioéconomique leur attribue la dénomination de « tigres d'Asie ». Ce sont le Singapour, la Thaïlande, la Corée du Sud, la Taiwan et la Hong Kong. Selon la Banque Mondiale, la Thaïlande avait en 1960 un indice synthétique de fécondité(ISF) de 6,4 et un PIB par habitant de 332\$ US. Grâce à une bonne promotion de la planification familiale, l'ISF a connu une baisse rapide pour se retrouver à 2,3 enfants

par femme en 1990. Cette baisse de la fécondité a permis de tirer beaucoup de familles des griffes de la pauvreté et a ouvert la voie à une croissance macroéconomique forte et durable. En effet, le PIB par tête a connu à l'opposé de l'ISF une augmentation rapide passant ainsi de 332\$ US à 1427\$ US en 1990. Le « miracle économique » de ces pays trouverait aussi sa source dans la mise en place de systèmes robustes de santé publique axés sur la survie infantile, prônant des familles moins nombreuses et rendant la contraception acceptable et d'accès facile.

En recherchant un lien entre la croissance maîtrisée de la population et le secteur de l'éducation, on note qu'en 1970, la Thaïlande dépensait 11\$ US par personne en éducation contre 88 \$ US en 2000 (atelier RAPID Burkina 2011).

### • **Les deux exemples d'Afrique**

L'Île Maurice et le Kenya sont le plus souvent pris pour exemple. La réussite de l'Île Maurice s'explique en partie par le relâchement rapide de la croissance démographique (Edward Et Bridget D. 1993). Le taux de croissance annuel est passé effectivement de 4,1% en 1951(Edward Et Bridget D. 1993) à près de 1,5% en 1990(LOPEZ-ESCARTIN 1992). La chute de la pression démographique est le résultat d'un ensemble d'actions menées à succès. Cela n'a pas été sans effet sur l'éducation. En 1990, le taux de scolarisation était estimé à 96,5% pour les garçons et à 96,6% pour les filles (LOPEZ-ESCARTIN 1992), ce que le Burkina Faso n'a pas atteint en 2009 (79,4% pour les garçons contre 72,4% pour les filles). Pendant que l'économie prospère, la qualité de l'enseignement s'est améliorée et l'on a enregistré une gamme variée de cursus d'enseignement adapté aux besoins d'entreprises de pointe (Edward Et Bridget D. 1993).

Le Kenya, est aussi un exemple pertinent sur le continent africain. La littérature révèle que c'est le premier pays d'Afrique noire à avoir adopté en 1967 un programme national de planification familiale. A partir des années 1970, le ralentissement de la croissance démographique faisait partie des objectifs prioritaires du gouvernement. Ainsi l'on a noté une chute de 22% de la fécondité en 1980 dans ce pays. L'ISF qui était de 8,3 enfants par femme en 1978 est passé à 6,5 en 1989 et l'utilisation des moyens de contraception a été presque triplé (Sai Frédérik T. 2004).

La gratuité de l'information, de l'éducation et des services en matière de planification familiale a constitué le moteur de ce changement.

Ce qu'on peut reprocher à cette étude c'est d'envisager et de souhaiter vivement un ralentissement de la croissance démographique. La critique qui ressort effectivement le plus souvent est qu'une population nombreuse est source de main d'œuvre abondante ; donc de croissance économique et de bien être social. Ester Boserup s'est inscrite dans cette ligne avec le courant de « la pression créatrice de la population ». Pour lui la pression démographique entraîne une réorganisation de la production agricole. Contrairement à l'analyse malthusienne, cette théorie considère la croissance démographique comme un déterminant des changements qui interviennent dans l'agriculture (Abellard 2005). Elle favorise la division du travail, les habitudes de travail, donc les gains de productivité et le développement des communications. En réalité, le changement souhaité et simulé par le modèle RAPID n'est pas seulement la réduction de l'effectif de la population a longs termes mais il s'inscrit aussi dans une directive de transformation même de la structure de cette population où la population active serait suffisamment abondante et formée pour travailler et supporter moins d'enfants et de vieilles personnes. Aucun pays n'a pu surpasser cette loi. Même la Chine d'aujourd'hui qui prospère et dont on utilise l'exemple généralement pour faire blocage aux modèles de développement axés sur la baisse de la fécondité à travers une planification familiale conséquente est passée par « l'enfant unique ».

## Conclusion et recommandations

La simulation ainsi décrite ne pourrait laisser aucune personne indifférente. Une forte croissance de la population pèse sur l'éducation primaire à travers le potentiel d'enfants à scolariser « demain », les enseignants à recruter et à former, les salles de classe à construire. Cela a pour conséquence, l'accroissement des dépenses qui risquent de devenir insupportables. La p-value d'une croissance lente et maîtrisée permettrait de mettre l'accent dans une éducation de qualité par la motivation des élèves (bourses scolaires par exemple), le développement de nouvelles technologies dans l'éducation, le développement d'infrastructures et d'équipement de qualité. Au terme de cette analyse, quelques recommandations peuvent être formulées :

*Aux décideurs de l'éducation et à tous les intervenants de l'éducation :*

- Travailler au maintien de la parité des sexes en matière de scolarisation à un niveau égal à la valeur 1 car, pour que les femmes acceptent la PF il leur faut d'abord être instruites. En effet, plusieurs études ont pu montrer qu'il existe un lien étroit entre le niveau d'instruction de la femme et l'acceptation de la PF.
- Impliquer les agents de la PF pendant certaines séances de sensibilisation qui de prime à bord concernent l'éducation mais peuvent servir de canaux pour l'espacement des naissances chez les parents.

*Aux opérateurs de la Santé de la Reproduction (SR)*

- Revoir les techniques de plaidoyer et les messages souvent utilisés pour convaincre les leaders. Au lieu par exemple de parler généralement de contraception, de planification familiale devant les chefs coutumiers et religieux, insister avec les sources à l'appui que toutes les religions respectent la vie et prônent la protection de l'enfant. L'espacement des naissances est donc un moyen d'assurer les survies de la mère et de l'enfant.
- Montrer lors des plaidoyers que l'espacement des naissances est aussi un facteur de bien être familial et contribue de ce fait au développement local.

- Travailler à l'amélioration des connaissances sur la SR et la PF en particulier d'abord chez les leaders d'opinions, ensuite au sein de toute la population.

*Aux techniciens :*

- L'utilisation du modèle RAPID dans les projections nationales ou sous nationale afin d'avoir des données fiables, impliquant des scénarii variés.
- Une bonne connaissance de la loi, des normes et protocoles sur la SR.
- Une connaissance de certaines sources de données comme le RGPH et les EDS.

## Bibliographie

**Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation. 2010**, *Statistiques de l'éducation de base 2009/2010*, Direction des Etudes et de la Planification, avril 2010, 421p.

**Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation. 2010**, *Résultats de l'enquête rapide 2010-2011*, Direction des Etudes et de la Planification, décembre 2010, 75p.

**Institut National de la Statistique et de la Démographie. 2007**, Les hypothèses de projection

**Atelier sur l'élaboration de RAPID Burkina**, 18 au 25 janvier 2011

**Gary Becker**, *Human Capital*, University of Chicago Press, 1993, 412 p.

**Abellard, Monique. 2005**. "Evolution agraire et pression démographique Ester Boserup." *Alternatives Economiques Pratique n° 021*. Retrieved ([http://www.alternatives-economiques.fr/evolution-agraire-et-pression-demographique-ester-boserup\\_fr\\_art\\_222\\_25312.html](http://www.alternatives-economiques.fr/evolution-agraire-et-pression-demographique-ester-boserup_fr_art_222_25312.html)).

**Edward Et Bridget D. 1993**. "Île Maurice: Explication de son succès 1960-1993."

**GUBRY P., SALA DIAKANDA M. 1998**. "Politiques africaines en matière de fécondité: de nouvelles tendances." *Population (English Edition)*.

**LOCOH T., MAKDESSI Y. 1996**. "Politique de population et baisse de la fécondité en Afrique sub-saharienne." *Population (English Edition)* 50.

**LOPEZ-ESCARTIN, N. 1992**. "Données de base sur la population: MAURICE."

**Sai Frédérik T. 2004**. "Population, planification familiale et le futur de l'Afrique."